

RDCongo/Présidentielle du 23 décembre

Les pro-Kabila dénoncent "une manipulation" après un sondage

AFP
Kinshasa/RDCongo

La dernière enquête d'opinion plaçait les opposants Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe en tête des intentions de vote devant le candidat du pouvoir Emmanuel Ramazani Shadary.

LES partisans du président Joseph Kabila ont dénoncé hier une "manipulation" après la publication d'un sondage donnant deux ténors de l'opposition en tête des intentions de vote à la présidentielle du 23 décembre en République démocratique du Congo dans un contexte de tension. Dans ce sondage publié mardi, Félix Tshisekedi président du parti historique d'opposition et l'ancien président de l'Assemblée nationale passé à l'opposition

Vital Kamerhe sont en tête des intentions de vote devant le candidat du pouvoir Emmanuel Ramazani Shadary arrivé en troisième position.

"C'est de la manipulation maladroite que nous dénonçons", a déclaré à l'AFP le ministre de l'Aménagement du territoire Félix Kabange, porte-parole du Front commun pour le Congo (FCC), la coalition électorale de la majorité au pouvoir en RDC. Ce sondage a été réalisé conjointement par l'organisation congolaise Bureau d'études, de recherches, et de consulting international (Berci) et par le Groupe d'études sur le Congo (GEC) de l'Université de New-York. "Berci et GEC tentent maladroitement de discréditer Emmanuel Ramazani Shadary alors que sur le terrain c'est le contraire qui est constaté par des personnes

neutres et rigoureuses", a affirmé M. Kabange, comme d'autres cadres du gouvernement et des partis au pouvoir l'ont dit en substance avant lui.

Le ministre a mis en cause l'un des fondateurs de Berci qui est également directeur de cabinet et porte-parole de Moïse Katumbi, un autre poids-lourd de l'opposition en exil qui a été exclu de la présidentielle. "A travers le résultat de ce sondage de Berci, on voit la main d'Olivier Kamitatu", a-t-il dit. Une accusation que l'intéressé a niée. "C'est ridicule ! J'ai quitté Berci depuis près de 20 ans. Je ne connais rien de près ou de loin de ce qui se fait à Berci", a réagi M. Kamitatu, joint au téléphone par l'AFP. Le sondage en question a été mené du 29 septembre au 15 octobre 2018, auprès de 1 179 personnes âgées de 18



Photo : AFP/L'Union
Aux yeux des partisans du président Joseph Kabila, le sondage de mardi plaçant le chef de l'UDPS Félix Tshisekedi en tête des intentions de vote pour la présidentielle de décembre n'est ni plus ni moins qu'"une manipulation maladroite".

ans et plus, réparties dans les 26 provinces du pays. Les interviews ont été enregistrées sur des tablettes électroniques à l'aide de l'Open Data Kit (ODK), expliquent les auteurs dans une note.

Un total de 21 candidats sont en lice pour la présidentielle prévue le 23 dé-

cembre en même temps que les élections législatives et provinciales. La Constitution interdit à Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, élu en 2006 et réélu dans la contestation en 2011, de se représenter.

La tenue des scrutins a déjà été reportée à deux reprises fin 2016 et fin 2017.

Cameroun/Conflit

Première apparition publique depuis janvier du leader séparatiste anglophone

AFP
Yaoundé/Cameroun

Sisiku Julius Ayuk Tabe était présent, avec neuf autres militants, à une audience consacrée à l'examen de leur demande de libération.

LE leader séparatiste anglophone Sisiku Julius Ayuk Tabe, arrêté en janvier au Nigeria puis extradé au Cameroun, a été pour la première fois depuis son arrestation aperçu en public hier à Yaoundé avec neuf autres militants pour une audience consacrée à l'examen

de leur demande de libération. Malgré des demandes de leurs avocats pour leur rendre visite en détention, au Secrétariat d'Etat à la Défense (SED), siège de la gendarmerie à Yaoundé, ils n'avaient pas été vus publiquement depuis dix mois, ce qui inquiétait leurs proches. "Ce jour est un grand jour parce que tous (les dix) prévenus étaient là", a affirmé après l'audience à la presse Me John Feu Nsoh, l'un des trois avocats des leaders anglophones. "Apparemment ils sont en forme, mais je ne suis pas médecin pour le dire avec certitude". Président autoproclamé de

l'Ambazonie, nom de l'Etat indépendant que les séparatistes veulent créer au Cameroun anglophone, M. Ayuk Tabe et 46 autres militants anglophones avaient été arrêtés au Nigeria puis extradés fin janvier au Cameroun. Trois avocats avaient déposé début octobre une demande de "libération immédiate" pour dix d'entre eux, dont M. Ayuk Tabe. La justice prononcera le 15 novembre son verdict sur cette demande. A leur sortie de la salle d'audience où l'examen de leur demande de mise en liberté s'est déroulé à huis clos, ils ont rejoint un car de la gendarmerie, saluant de la main

leurs proches tenus à bonne distance, a constaté l'AFP. M. Ayuk Tabe et la plupart des autres militants anglophones arrêtés au Nigeria constituaient la branche politique du mouvement séparatiste camerounais, prônant la négociation avec Yaoundé pour arriver à leurs fins. Depuis la fin 2017, des dizaines de séparatistes armés ont pris les armes dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Des affrontements entre l'armée déployée en nombre et ces séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produi-

sent depuis quasiment tous les jours. Selon des sources concordantes, aux séparatistes armés se sont ajoutés des bandes armées de bandits et de pillards, qui rackettent les populations et les entreprises. Plus de 175 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit, ainsi que plus de 400 civils, selon les ONG. Dans la zone, plus de 300 000 personnes ont fui les violences, pour la grande majorité en brousse et dans les grandes villes des régions voisines, et pour certaines au Nigeria voisin.

L'Afrique en bref

- **Centrafrique/Conflit. Combats à Batangafo, 10000 personnes réfugiées à l'hôpital**
Des affrontements entre groupes armés survenus mercredi à Batangafo, dans le nord de la Centrafrique, ont obligé "plus de 10 000 personnes" à se réfugier à l'hôpital de la ville, a rapporté hier l'ONG Médecins sans frontière (MSF).
- **Egypte/Antiterrorisme. 18 jihadistes présumés tués dans le Sinaï**
L'armée égyptienne a annoncé hier la mort de 18 jihadistes présumés lors de récentes opérations menées dans le Sinaï (est), où les forces de sécurité affrontent le groupe Etat islamique (EI).
- **Nigeria/Jihadistes. 12 morts dans des attaques de Boko Haram**



Photo : AFP
Au moins 12 personnes ont été tuées dans des attaques menées par les jihadistes du groupe Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, ont affirmé hier à l'AFP des miliciens et des habitants.

A travers le monde

- **Arménie/Politique. Vers des législatives en décembre**
Des élections législatives anticipées se tiendront en décembre en Arménie à la suite de la dissolution du Parlement hier, voulue par le Premier ministre réformateur qui espère obtenir une majorité quelques mois après avoir été porté au pouvoir par un mouvement populaire.
- **Brésil/Politique. Le juge anticorruption Moro ministre de la Justice de Bolsonaro**



Photo : AFP
Le juge Sergio Moro, figure emblématique de la lutte anticorruption au Brésil, a annoncé hier avoir accepté la proposition du président élu d'extrême droite Jair Bolsonaro de devenir son ministre de la Justice.

- **Italie/Justice. Migrants : Salvini bientôt hors de cause**
La justice italienne s'apprête à exonérer totalement le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, placé sous enquête pour séquestration de dizaines de migrants pendant plus de 10 jours en août, a indiqué hier le ministre italien.

Turquie/Fête nationale

Intensifier les échanges avec l'Afrique

Rudy HOMBENET AN-VINGUI
Libreville/Gabon

C'est la substance du message adressé par l'ambassadeur de Turquie au Gabon. Ankara entend être représentée dans une cinquantaine de pays africains d'ici les prochaines années.

LE 95e anniversaire de la République de Turquie a été célébré lundi dernier. Au Gabon, la résidence de l'ambassadeur plénipotentiaire Suphan Erkula, située à la Sablière dans la commune d'Akanda, a servi de cadre cette commémoration. Diplomates accrédités au Gabon et gouverneur de la province de l'Estuaire Rigobert Ikambouayat Ndeka ont, aux côtés des Turcs du Gabon, commémoré ce jour qui marque la fondation de ce pays. Suphan Erkula a, dans son



Photo : F. M. MOMBO
Discours de l'ambassadeur de Turquie au Gabon, Suphan Erkula.

adresse, fait un bilan et dessiné les perspectives de la coopération entre son pays et les États africains. D'après l'analyse du diplomate, "le processus d'ouverture envers l'Afrique s'est effectivement achevé avec succès aujourd'hui et des progrès rapides ont été obtenus dans de nombreux domaines, du volume de commerce aux mécanismes de dialogue politique, des activités de formation aux investisse-

ments économiques". Une illustration de l'intensification des relations entre ce pays et ceux du continent africain. Pour preuve, aujourd'hui 41 ambassades de Turquie sont actives en Afrique alors qu'au tournant du 21e siècle il n'y avait que 12 sur le même continent, s'est-il félicité. "Il est prévu que le nombre de nos ambassades en Afrique augmente à 50 dans la période à venir", a ajouté Su-



Photo : F. M. MOMBO/L'Union
Jean-Paul Tchoua, heureux gagnant du billet d'avion offert par Turkish Airlines.

phan Erkula. Dans cette embellie des relations bilatérales, le Gabon occupe une place privilégiée. La coopération bilatérale dans les domaines économique, commercial, militaire et culturel en sont des illustrations. D'après le plénipotentiaire, l'objectif est de "renforcer cette coopération de manière à ce qu'elle soit profitable aux deux pays". Il a indiqué, par ailleurs, que la visite d'Etat

de la partie turque au Gabon en 2011, suivie en 2013 de celle du Premier ministre turc de l'époque, a contribué au rapprochement entre les deux pays. La fête a été agrémentée par le partenaire de l'événement, Turkish Airlines, qui a organisé une tombola au profit des invités. Jean-Paul Tchoua a obtenu un billet d'avion aller-retour à l'issue du tirage au sort.